

« Réflexions sur le silence israélien », Prof. Amalia Sa'ar, Université de Haïfa, 2 juillet 2025, Français

Description

Cette conférence examine les mécanismes culturels qui sous-tendent le silence de nombreux Israéliens juifs face à la violence militaire israélienne à Gaza. L'intervenant identifie un puissant tabou culturel, et met l'accent sur la centralité du contexte socio-familial des soldats israéliens comme facteur cardinal. Le résultat est un climat où toute critique de l'armée est perçue comme une trahison. Les soldats sont vus comme les « enfants de nous tous », ce qui rend leurs actions indicibles. Cette logique familiale et émotionnelle, renforcée par les récits étatiques, normalise la violence continue et étouffe toute prise de responsabilité morale, faisant du tabou une réalité à la fois imposée et intériorisée.

Introduction

Nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui dans notre programme quotidien « Regards sur Gaza » la professeure Amalia Sa'ar, anthropologue et collègue au département d'anthropologie de l'Université de Haïfa. Ses travaux couvrent un vaste éventail de sujets : les questions de genre au sein de la société palestinienne en Israël, l'anthropologie urbaine, la citoyenneté à l'ère néolibérale, entre autres. Plus que tout, elle est une anthropologue née, capable d'une analyse aiguë même au cœur des événements. Aujourd'hui, elle nous propose une lecture critique du silence de la majorité des Israéliens face aux atrocités perpétrées en leur nom.

Conférence

L'une des raisons, selon moi, du silence des Israéliens face aux crimes commis par leur pays à Gaza tient à l'existence d'un tabou culturel : une forme de non-dit pesant sur la désignation explicite et la mise en mots de l'ensemble du régime de violence militaire israélienne. Ce tabou repose sur plusieurs piliers, tous ancrés dans une construction du conflit israélo-palestinien comme un jeu à somme nulle – une représentation qui s'est durcie de manière brutale depuis le début de la guerre actuelle. Je vais en identifier trois principaux ressorts.

Le premier est l'éthos de la victimisation éternelle, doublé de son corollaire bien connu : « Plus jamais ça » – « Le Shoah ne se reproduira plus jamais. » Tragiquement, la puissante armée israélienne n'apaise pas le sentiment d'être victime d'Israël, mais ne fait que l'intensifier, créant une norme selon laquelle aucun niveau de violence israélienne n'est excessif. Le deuxième est la saturation émotionnelle du discours politique. Les émotions y prennent le pas sur la raison et bloquent toute discussion critique – car, à la différence des idées, les émotions ne se discuteraient pas. Le cas le plus flagrant est celui de la « traumatisation nationale » : les victimes d'un traumatisme n'auraient pas à rendre de comptes, mais seulement besoin de compassion infinie. Autre expression de cette emprise émotionnelle : la dichotomie amour/haine. Dans un cadre perçu comme binaire, toute empathie envers les Palestiniens est automatiquement assimilée à un amour de « l'ennemi » – donc à une haine de soi. Manifester une compassion envers la souffrance palestinienne revient, dans cette logique, à nier la souffrance israélienne. Le troisième facteur, et peut-être

le plus central, réside dans la place prépondérante des liens familiaux dans la société israélienne. Je commencerai par là.

Mon propos est simple : la grande majorité des Juifs israéliens – à l'exception des ultra-orthodoxes – sont socialement très proches de soldats participant activement à l'occupation, à la guerre ou à d'autres formes d'action militaire. La société israélienne est fondamentalement familiale. Les ménages sont majoritairement composés de plusieurs personnes, et les relations entre proches – parents, cousins, neveux – sont actives, tissées d'échanges et de solidarité. Cela inclut une obligation émotionnelle et de soins vis-à-vis des membres de la famille en service militaire. Dans cette logique, la norme veut que les proches de soldats – autrement dit, presque tout le monde – s'abstiennent de critiquer ou d'embarrasser ceux qui servent. Ils « en endurent déjà suffisamment », « risquent leur vie pour nous » : comment oser leur « crever la bulle » ? Comment oser critiquer l'armée alors qu'on vit dans la peur constante qu'il leur arrive quelque chose ? Le rôle des citoyens, dans ce système culturel, se résume à un triptyque : veiller, soutenir, remercier. Critiquer l'armée, c'est trahir ceux qu'on aime.

Autour de ce noyau se greffent d'autres normes, symboliques mais tout aussi puissantes. La plus visible est celle des « soldats-enfants », les « enfants de nous tous ». Dans les villes proches des zones de combat, les habitants cuisinent pour les soldats, les accueillent, les soutiennent. Dans les médias, les récits abondent de bénévoles préparant des repas pour des centaines de soldats, de familles « adoptant » des soldats isolés. Cette construction symbolique – le soldat comme enfant, frère, gendre – met en avant sa vulnérabilité tout en dégageant la violence qu'il exerce.

Bien sûr, les deux aspects coexistent. Les soldats sont vulnérables – physiquement, psychologiquement, moralement. Ils sont exposés aux tirs, aux embuscades. Mais ce sont aussi ceux qui, la nuit, pénètrent dans les maisons, terrorisent des familles, protègent les colons lors de pogroms, empêchent les paysans d'accéder à leurs champs, ou humilient aux checkpoints. Ils peuvent se retrouver à bousculer un vieil homme qui leur rappelle leur grand-père, ou à pointer leur arme sur des enfants effrayés. Certains voient leurs camarades commettre des violences sexuelles sans intervenir. Ils peuvent tirer sur des civils affamés, sur des convois de réfugiés.

Dans les premiers mois de guerre à Gaza, avant la destruction massive, ils vivaient dans des maisons vidées de leurs habitants, mangeaient leur nourriture, assistaient à des pillages – parfois y participaient. Ces enfants tant aimés sont aussi les tireurs d'élite, les artilleurs, les pilotes qui tuent. Ils ont trois secondes pour décider si une silhouette est une cible ou un passant. Ce sont aussi ceux qui, le 7 octobre, ont été abandonnés dans leurs bases malgré les alertes, ou envoyés sans renforts.

Tout cela se déroule dans un entrelacs de peur, de haine, de mépris, de désir, de dégoût et de désespoir. Parfois, par ennui ou compétition viriliste. Beaucoup de soldats hommes intègrent des formes extrêmes de masculinité, qui les exposent à d'autres formes de vulnérabilité. Certains, bien sûr, y trouvent du plaisir – puissance, euphorie patriotique, salaires élevés, prestige. Tout cela est vrai. Mais dans les familles, prévaut un code du silence. Les soldats ne racontent pas, les proches ne posent pas de questions. Le discours se limite à des généralités : « les Arabes », « ils nous haïssent », « ils l'ont bien mérité ». Les scènes concrètes de violence restent tues. À la place, on parle de « service significatif » – un euphémisme valorisant la participation à l'institution la plus sacrée du pays. Tsahal reste le creuset social, l'ascenseur de mobilité, le pilier de la sécurité nationale – l'oxygène de notre

existence. Les termes comme « contribution » sont vagues : ils ne disent rien des vieillards frappés, des maisons détruites, des vols, de la complicité lors de pogroms. L'accent est mis sur le risque – bien réel – et sur la cohésion des unités. Souvent, ce sont les liens avec les camarades qui poussent les soldats à revenir encore et encore. On se bat pour le pays, mais surtout pour ses amis. Cette loyauté est telle que beaucoup sont prêts à mourir pour elle. C'est la deuxième structure relationnelle qui rend difficile toute critique.

Dans un tel contexte d'intimité, la hiérarchie morale s'impose comme une évidence. Dans la logique israélienne dominante, une « personne saine d'esprit » ne sacrifie pas un ami pour un « terroriste ». Même si le déséquilibre de forces est extrême, les soldats restent en danger. Une perte est toujours totale. Un soldat tué, c'est un monde qui s'écroule. Un blessé grave, c'est des années de soins. Un traumatisé, c'est une famille entière entraînée dans l'enfer. Dans cette perspective, les Palestiniens n'existent pas dans l'équation. Et pour protéger « nos enfants », la violence de Tsahal est constamment justifiée. Même avant la guerre d'anéantissement actuelle – qui semble avoir ébranlé ce tabou – la simple inquiétude pour les soldats servait déjà de barrage efficace à toute critique. Comme me l'a dit un jour une parente – bien avant que je sache que son fils souffrait de stress post-traumatique : « Ils nous détestent, tu sais. De tout leur cœur. » Sous-entendu : « Ta critique revient à aimer les Arabes – ce qui n'a pas de sens, puisqu'ils nous haïssent. »

En conclusion, j'ai tenté de tracer les contours d'un tabou culturel – encore en construction. Cela n'exclut pas l'existence, en parallèle, d'une vaste entreprise politique de censure, qui pousse nombre d'Israéliens à ne pas parler de Gaza, à ne pas assumer moralement ce qui s'y passe. Il y a bien sûr aussi le silence imposé aux citoyens palestiniens (et il serait peut-être utile d'y consacrer une autre séance). Mais aujourd'hui, j'ai parlé des Juifs israéliens. Et je reste convaincue que, dans une large mesure, l'efficacité de cette censure tient à l'articulation subtile entre pression politique, discours médiatique officiel et campagnes bien financées – qui ne font que renforcer un tabou déjà présent, déjà intériorisé. Un silence non seulement imposé, mais aussi volontaire et intuitif.